

FAROUK KSENTINI

«Il faut aller à un gouvernement

Il préside la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH) depuis le 25 mars 2001, créée par ordonnance présidentielle, signée Abdelaziz Bouteflika. Et c'est sans complexe que Farouk Ksentini est à sa tête depuis 10 ans sans discontinuer. Nationaliste dans l'âme, il se revendique démocrate. Pour lui, l'existence d'autres Ligues des droits de l'Homme (Ladh de Ali Yahia Abdenour, Ladh de Hocine Zahouane ainsi que la Laddh de Mostefa Bouchachi), qui ont eu maille à partir avec le pouvoir, n'est pas contradictoire avec sa Commission car, dit-il : «Moi je pousse de l'intérieur et eux de l'extérieur» et que c'est un signe de liberté d'expression. Les droits de l'homme ? Pour lui, ils connaissent des «avancées notables», la réconciliation nationale ? «Un mal nécessaire». Les islamistes au pouvoir ? Une hypothèse plausible à laquelle doivent se préparer les démocrates par la mobilisation en commun de la société. Farouk Ksentini a pris l'habitude de surprendre son monde par des sor-

ties pour le moins iconoclastes sur des sujets hautement sensibles comme sur le dossier des disparus, les internés du Sud, l'amnistie générale, le code de la famille, etc. Fréquemment, l'on voit en lui le porte-parole officieux du pouvoir lorsque celui-ci veut tester l'opinion sur des dossiers, lancer des ballons-sonde. Il s'en défend avec véhémence : «C'est une question d'honneur, je peux vous dire que je n'ai jamais reçu d'instruction de quelque institution ou personne que ce soit.» Il met en exergue un autre paradoxe : l'Etat est le principal prédateur des droits de l'Homme en même temps qu'il en est le principal protecteur ! Dans cet entretien qu'il nous a accordé à son bureau de Blida (rue du 11 Décembre 1960) ! situé dans une villa cossue d'un goût mauresque prononcé, il répond à nos questions sans ambages et avec la fougue qu'on lui connaît mais avec cette ambivalence du propos qui lui est propre et que l'on note dans ses déclarations.

B. T.

Entretien réalisé par
Brahim Taouchichet

Le Soir d'Algérie : Maître Farouk Ksentini, quelles nouvelles sur le front des droits de l'Homme ?

Farouk Ksentini : Le bilan se fera peut-être plus tard. Je fais un constat : dans ce pays, il y a unanimité, toutes sensibilités confondues, chez tous les partis politiques : islamistes, FFS, RCD, FLN et les individus de tous âges des deux sexes quant à faire de l'Algérie un Etat de droit. C'est une revendication qui mobilise l'ensemble des Algériens. A partir de là, je ne comprends pas pourquoi nous ne pouvons pas aller très vite.

Quel bilan faites-vous donc de l'utilité la CNCPPDH créée il y a 10 ans et dont vous en êtes, au demeurant, le président sans discontinuer depuis le début ?

Il faut être honnête et dire qu'il y a des avancées substantielles en matière de droits de l'Homme, la liberté d'expression, les libertés individuelles. Nous allons maintenant vers la démocratie et la transparence dans les élections. L'Algérie amorce un virage extrêmement important vers la démocratie qui conditionne le développement économique, social. Il est vrai qu'il reste beaucoup à faire. Vous savez, les droits de l'Homme sont un produit très volatile, un petit incident peut tout faire capoter.

Vous allez très bientôt remettre votre rapport au président de la République. Pourriez-vous nous dire l'idée force sur laquelle vous insistez ?

Oui, comme le prévoient les statuts. L'idée force, c'est tout ce



Farouk Ksentini.

gouvernement sont une avancée très importante pour ce pays.

Beaucoup de vos déclarations se caractérisent par leur ton mordant sur «el hogra», les fausses solutions aux problèmes sociaux, la peine de mort, la détention préventive, etc. Que dites-vous à ceux qui vous accusent d'être passé maître dans les effets d'annonce dans le but de baliser le terrain pour les décideurs ?

Eh bien, je le dis amicalement, ils ont tort mais je comprends et j'admets que l'on ne soit pas de mon avis. Du fond du cœur, je vous dis que certains considèrent que la réconciliation nationale a été un faux pas, une mesure inappropriée. Mais si on doit la considérer comme un

instrument éminemment politique par procuration de ce même pouvoir dans la gestion des questions hautement sensibles...

Vous savez, c'est une question d'honneur, je peux vous dire que je n'ai jamais reçu d'instruction de quelque institution ou personne que ce soit. Depuis dix ans, je m'exprime en toute liberté. S'il en était autrement, je rendrais le tablier dans les 24 heures qui suivent.

Cela vous vaut la défiance des trois ligues algériennes des droits de l'Homme sur ces mêmes sujets de liberté, démocratie ; bref, sur le changement auquel vous appelez vous-même par ailleurs ?

Ecoutez, moi je suis pour la liberté d'expression. Concernant le changement, nous n'avons pas la même approche. Je suis de ceux qui croient que l'on peut faire avancer les droits de l'homme tout en étant du côté du pouvoir tandis qu'eux veulent la confrontation avec le pouvoir, moi je pousse de l'intérieur et eux de l'extérieur. L'essentiel pour moi est de parvenir à l'objectif qui est le même pour nous tous.

Et puis la CNCPPDH, c'est quoi ? C'est juste une institution d'influence qui n'a aucun pouvoir. J'essaye d'influencer l'Etat

d'aller dans la bonne direction. Mais je vais vous dire une chose : le principal prédateur des droits de l'Homme c'est l'Etat. Mais il se trouve aussi que leur principal protecteur, c'est aussi l'Etat. Notre objectif est de transformer l'Etat prédateur en Etat protecteur.

«C'est une question d'honneur, je peux vous dire que je n'ai jamais reçu d'instruction de quelque institution ou personne que ce soit.»

N'est-ce pas là de l'utopie ?

Peut-être que cela procède du rêve éveillé mais c'est ma conviction. On peut conduire l'Etat à s'amender, à se corriger lui-même si on sait s'y prendre avec le pouvoir de persuasion qu'il faut.

Les gens souffrent et se plaignent de la trop grande pression de l'administration, d'injustice... Que faire ?

Il faut changer la culture de l'administration et lui apprendre à respecter le citoyen et apprendre au citoyen à respecter l'administration.

Qui peut le faire ?

C'est l'Etat. Il y a un travail pédagogique à mener. L'administration et le citoyen doit

se tenir dans un respect mutuel, c'est ça le civisme.

Comparativement à vos rapports plutôt positifs sur la situation des droits de l'Homme en Algérie, des organisations internationales chargées de ces questions en brossent un tableau très peu encourageant. Y aurait-il une volonté délibérée d'instrumentalisation contre l'Algérie selon vous ?

Oui. Vous savez, dans le concert des nations, l'Algérie ne compte pas que des amis. Il y a des pays qui travaillent ouvertement contre le nôtre, notamment à travers ces organisations. Ils les font voyager, les font loger dans des hôtels 5 étoiles, leur offrent des séjours balnéaires de luxe et j'en passe. C'est un procédé déloyal.

Maître Farouk Ksentini, vos critiques considèrent que vous suppléiez aux carences du système en appelant plutôt à des palliatifs s'agissant, entre autres exemples, de la réconciliation nationale, des familles des disparus, des internés du Sud, la détention préventive...

Ce sont des gens qui sont venus à la Commission pour nous faire part de leurs problèmes, leur désespoir. Dans les

limites des attributions de la CNCPPDH, nous faisons en sorte qu'ils obtiennent satisfactions de leurs revendications quand bien même elles restent insuffisantes comme c'est le cas pour les disparus. Leur indemnisation n'était pas assurée d'avance, il a fallu batailler pour convaincre l'Etat sur la nécessité d'indemniser. Il fallait faire admettre à l'Etat que s'il n'était pas coupable, il en était au moins responsable. C'est déjà une avancée.

Concernant les internés du Sud, ce sont des gens qui ont été déportés pendant des années et qui y ont laissé leur santé, leurs affaires, qui ont subi un préjudice. Voulez-vous qu'une institution comme la nôtre ne les soutienne pas ?

«Certains considèrent que la réconciliation nationale a été un faux pas, une mesure inappropriée. Moi je dis que c'est un mal nécessaire.»

qui vient d'être initié par le président de la République : consolider la démocratie. Nous avons une perception positive de cette volonté. Nous considérons que les recommandations de Monsieur le Président de la République aux institutions et aux hommes politiques qui nous

mal, moi je vous dis que c'est un mal nécessaire, l'essentiel que la paix civile soit retrouvée dans ce pays et ça l'est. Cela est très important.

On vous dit dans le secret des arcanes du pouvoir et que vous faites de la CNCPPDH un